

COORMULTI – Debriefing société civile droits de l’homme ONU – UPR - 2016-04-27

Présents (incomplet) :

M. Luc VUILSTEKE	Coordination multilatérale (Président de séance)
Mme S. de CARTIER	Cabinet du Ministre des affaires étrangères
M. P. WERY	SPF Justice
Mme Ch. GALANT	SPF Justice
???	Police fédérale
Mme Greet VAN GOOL	SPF Sécurité sociale
Mme Brigitte PLUMET	AVIQ
Mme Emmanuelle HARDY	AVIQ
???	Amnesty International Vlaanderen vzw
M.M.DANDOY	Association culturelle de Dilbeek
M. E. Fonck	Association pour la Promotion de la Francophonie en Flandre
M. Olivier Magritte	Belgian Disability Forum (BDF)
M. G. Herman	Collège des médiateurs fédéraux
???	Liga voor Mensenrechten
???	Ligue des droits de l’homme
???	UNIA
???	UNICEF Belgique
...	...

Il est à noter que les cabinet Justice et Egalité des chances – Personnes Handicapées... n’étaient pas représentés alors qu’ils étaient les principaux intéressés

M. Vuylsteke a introduit la réunion en insistant sur :

- La délégation de très haut niveau présente à Genève pour représenter la Belgique : présence du Ministre des affaires étrangères
- La très bonne préparation des dossiers a permis un déroulement optimal
- La prestation de la Belgique a été particulièrement appréciée
- La liste des recommandations adressées à la Belgique compte presque 200 recommandations
- L’élément le plus important est le manque d’un plan d’action contre les discriminations
- Les recommandations faites à la Belgique ont été classées selon les 3 options possibles
 - La Belgique accepte la recommandation et va en tenir compte durant la période qui conduit au prochain examen périodique
 - La Belgique accepte la recommandation mais celle-ci est déjà mise en œuvre ou en passe de l’être
 - Recommandations que la Belgique analysera d’ici à la 32^{ème} session de juin 2016

Tour de table pour identifier les questions de la société civile sur le traitement de ces recommandations

- Tous les intervenants s'interrogent sur le processus de création d'un Institut des Droits de l'homme qui semble ne plus bouger
- Plusieurs intervenants parlent de la reconnaissance des minorités
- Plusieurs intervenants pointent les problèmes liés au milieu carcéral, y compris la problématique des annexes psychiatriques
- Plusieurs intervenants mettent en évidence les problèmes de violence faite aux femmes et aux enfants
- Le BDF pointe les aspects suivants
 - beaucoup d'éléments exprimés par les autres représentants de la société civile sont importants pour les personnes handicapées. Le handicap traverse toutes les strates de la société
 - insistance sur la mise en place de l'Institut des droits de l'homme pour lequel le BDF et le Conseil Supérieur National des personnes handicapées avaient été invités à une réunion l'an passé et puis, plus rien...
 - le rôle du BDF est centré sur la situation des personnes handicapées. **10 recommandations** visaient clairement nos préoccupations spécifiques (Cf. Annexe)
 - La Belgique a marqué son soutien sur 7 d'entre elles ce qui nous satisfait, sur le principe. Sur le principe car il faudra voir comment les communautés et régions vont progresser concrètement dans le sens de l'enseignement inclusif, de l'accès à l'emploi des personnes handicapées ou de l'accessibilité, par exemple. Ces chantiers sont énormes et la conjoncture actuelle tend à faire des économies plus qu'à investir
 - La Belgique soutient deux recommandations en disant qu'elles sont déjà mises en œuvre ou en passe de l'être : la 139.18 et 139.19
 - **La 139.18 porte sur les Conseils d'avis** : Pour l'instant c'est vrai pour le fédéral et la Région bruxelloise, mais pas pour la Région flamande alors que pour la RW et la Communauté germanophone on est dans un « entre-deux » suite à la mise en œuvre de la réforme de l'Etat. Nous attendons avec une certaine impatience pour voir si ce sera un progrès ou un recul
 - **La 139.19 porte sur le mécanisme de support à la prise de décision**, à ce stade encore embryonnaire et fort différent selon les entités fédérées
 - Donc le BDF sera attentif aux développements futurs dans ces domaines

Réponses par thématiques

- Collaboration avec la société civile
 - Le Cabinet Affaires étrangères travaille avec la société civile et est ouvert en dehors des réunions de ce type. N'hésitez pas à interroger le cabinet
 - Brigitte Plumet : le Conseil de prospective et de stratégie au sein de l'AVIQ est en passe d'être créé. L'appel à candidature est au Moniteur. Il serait bien des personnes se portent candidat, pas

seulement des représentants de personnes handicapées. Soyez candidat...

- Institut droits de l'homme
 - Les cabinets justice et Egalité des chances ne sont pas représentés. Madame Galant répond pour le SPF Justice
 - Un intercabinet a eu lieu en 2015. Il a été décidé de finaliser ce dossier dans le courant de la législature
 - Processus sous double présidence : Justice + Egalité des chances
 - Une consultation des institut existants a été organisée : base de réflexion
 - Une rencontre a eu lieu avec la société civile en juin (BDF et CSNPH y étaient représentés par V. Duchenne et O. Magritte)
 - Aurait dû déboucher sur une proposition concrète fin 2015. Cela n'a pas été possible
 - **Espoir : nouvel intercabinet en juin 2016 pour arriver à un projet et pouvoir commencer les discussions avec les communautés et régions**
 - Principes de Paris = champs très vaste. L'idée est que l'Institut droit de l'homme décide en toute indépendance ce sur quoi il va travailler, avec comme principe qu'il se concentre de préférence sur les aspects qui ne sont pas couverts par un organe déjà existants
 - Brigitte Plumet : AVIQ sera attentive à la création de l'institut Droits de l'Homme
 - Souhaite qu'il y ait des sous-groupes par sous-groupes cibles
 - Se pose des questions sur l'indépendance de cet Institut : d'où viendra le financement ? Comment seront désignés ses membres (souvent ce type de nomination est « politique »)
- Egalité des chances
 - Le cabinet Sleurs doit développer son plan d'action
 - Processus en cours
 - Malheureusement pas représenté
- Violences domestiques
 - Madame CH Galant explique que le SPF justice préfère ne pas développer de législation spécifique car les instruments existants sont plus efficaces que ne le serait une telle législation spécifique
- Surpopulation carcérale
 - Madame Ch. Galant :
 - Nous sommes au début d'un processus de 4 ans. La Belgique a pris l'engagement de rencontrer un certain nombre d'objectifs pour diminuer la surpopulation carcérale
 - Par rapport à l'internement, beaucoup de choses se mettent en place actuellement cf. reco 139.13 sur la santé mentale. Il y a une activité importante
- Réfugiés
 - Madame Ch. Galant :
 - Il y a maintenant la possibilité de créer des centres spécialisés « famille avec enfants »

Commentaire [OME1]: Interpeller Mme la Secrétaire d'Etat pour être sûr que BDF et CSNPH ne pas être oubliés en juin 2016

- On continue à privilégier les retours volontaires. Un arrêté royal sera publié dès que la question sera tranchée
 - Concernant la recommandation 139.26 « non refoulement si risque de torture », ce principe est déjà inscrit dans la loi. Il n'y a donc pas de problème
- Suivi de l'examen périodique
 - Cabinet Reynders : une procédure interfédérale a été mise en place pour faire remonter régulièrement les recommandations et vérifier que l'on avance avec un rythme régulier
 - Ce n'est pas à Coormulti d'avancer sur la mise en œuvre des différentes recommandations